APPENDICE

DISCOURS DE L'HONORABLE HOWARD GREEN À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

Avant d'entreprendre l'exposé des vues du Canada, je tiens à remercier le secrétaire général intérimaire de l'excellente organisation de cette conférence. La présence de son représentant à notre table revêt une signification particulière. Elle souligne le fait que la question du désarmement intéresse d'une façon vitale tous les membres des Nations Unies. J'estime que nous devons nous efforcer de ne jamais oublier ce fait tandis que se poursuivront nos négociations. Le but principal des Nations Unies, n'est-ce pas, c'est le maintien de la paix. Dans les conditions actuelles, il en résulte que le désarmement constitue la question la plus importante dont les Nations Unies doivent se préoccuper. Ce sont elles qui, toujours, auront au premier titre la responsabilité de travailler au désarmement.

Pour plusieurs raisons, la présente conférence est en mesure, comme aucune ne l'a été précédemment, de faire progresser la recherche d'un accord.

D'abord, on s'est enfin entendu sur les principes de base du désarmement, qui ont été approuvés à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour la première fois, on est d'accord sur l'objectif à atteindre et sur l'orientation générale à donner aux efforts communs. Il nous est donc possible de passer rapidement d'un échange de vues général à l'examen détaillé de mesures qui permettront de mettre fin effectivement à la course aux armements et de réduire ceux-ci d'une façon importante. J'estime personnellement qu'il importe plus d'arrêter la création de nouveaux types d'engins de mort que de mettre en œuvre des mesures de désarmement, même si les deux questions présentent une importance vitale.

En second lieu, le nouveau comité de négociation représente par sa composition toutes les parties principales du globe. Le désarmement, en effet, n'est pas l'affaire des seules grandes puissances, mais celle de tous les pays, qu'ils soient grands ou petits. La présence ici de huit pays de plus me paraît être un avantage majeur. Je ne doute pas qu'ils sauront jouer un rôle précieux et qu'ils permettront d'éviter les impasses naguère si fréquentes en matière de désarmement. Les dimensions nouvelles qu'ils donnent aux négociations faciliteront sensiblement, en outre, la réalisation prochaine d'un accord. J'irai même jusqu'à dire, monsieur le Président, que la présence de ces huit États de plus

a revêtu une grande importance et s'est révélée fort précieuse dès les premières heures de la conférence.

Troisièmement, nous avons pris connaissance il y a une dizaine de jours d'un avis unanime du Comité des Nations Unies sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, d'après lequel le désarmement général, loin de produire des effets économiques nuisibles, apporterait une contribution immense à l'avancement du bien-être de l'humanité. L'affectation d'une part même faible des énormes ressources actuellement consacrées aux armements dégagerait sans conteste d'infinies possibilités d'amélioration des niveaux d'existence dans tous les pays, quelles que soient les institutions sociales de ceux-ci, quel que soit l'état de leur développement.

En quatrième lieu, nous connaissons d'expérience les conséquences graves qu'entraînerait un échec ou même un ralentissement de nos négociations. Il y aura bientôt deux ans que les travaux du Comité des dix puissances ont été interrompus. Cette période a vu revenir la tension internationale et s'intensifier la course aux armements nucléaires, dont la reprise des essais nucléaires constitue la manifestation la plus inquiétante. La situation internationale s'aggraverait encore davantage si nos efforts n'aboutissent pas à un accord prochain.

Enfin, la puissance croissante de destruction des engins modernes accentue d'autant la responsabilité des représentants qui sont ici réunis. Le simple fait que nous soyons tous parfaitement avertis de la catastrophe incommensurable qu'apporterait un conflit nucléaire, ce simple fait devrait nous pousser davantage encore à aller jusqu'au bout de notre tâche. Nous ne devons pas échouer une fois de plus. Si nous n'arrivons pas cette fois à instituer un système efficace de désarmement, nous aurons peut-être laissé passer la dernière occasion de le faire.

Nous sommes venus à Genève, ma délégation et moi, dans le ferme dessein de travailler jusqu'à la conclusion d'un accord établissant un système complet de désarmement général. Ce qui ne nous empêche pas de souhaiter dans l'immédiat des accords de premier stade. Notre Comité doit présenter son rapport à la Commission du désarmement des Nations Unies avant le 1^{er} juin. Les peuples de la terre s'attendent à ce que nous ayons accompli alors des progrès appréciables.